Bilan de l’année 2009

Par JFB le lun 28/12/2009 - 08:06

Crise économique et sociale

Vingt ans après le changement du régime le portrait de la Hongrie présente un visage crispé. Outre les difficultés financières et le chômage record provoqués par crise économique, ce sont surtout les tensions à l'égard des minorités et les scandales qui entourent les entreprises publiques qui caractérisent l'année 2009. Ces derniers peuvent toutefois être également interpérétés comme un phénomène positif puisque de plus en plus d’affaires de corruption éclatent au grand jour.

Le 7 janvier:

Crise du gaz

L’Ukraine a signalé à la Hongrie qu'elle ne pouvait acheminer que 30 millions de m3 de gaz au lieu des 38 habituels à cause du bras de fer entre Moscou et Kiev, accusée par la Russie de ne pas avoir réglé sa facture de gaz. Le ministre hongrois des affaires énergétiques et des transports de l’époque, Csaba Molnár, a alors signalé que cette baisse de gaz ne causerait pas de problèmes aux consommateurs car elle serait complétée par des réserves hongroises. En Hongrie, plusieurs usines et industries, déjà touchées par la crise économiques, ont tout de même interrompu leur activité. Alors qu'une vague de froid sévissait sur tout le continent, la Russie avait ordonné d'arrêter le transit du gaz russe vers l'Europe via l'Ukraine, et ce officiellement dès mardi 7 janvier, causant de graves difficultés à de nombreux pays d'Europe de l'Est et Centrale.

Le 12 janvier:

Victimes du froid

Comme presque partout en Europe, la vague de froid de l'hiver dernier a causé de multiples tragédies en Hongrie. Erika Szûcs, titulaire du portefeuille social et du travail au gouvernement, a annoncé le 12 janvier que, depuis le début du mois, 40 personnes étaient mortes de froid. Seulement un quart des victimes étaient des sans-abri, la majorité de ces personnes étant décédées chez elles, souvent dans des chambres sans chauffage. Le groupe énergétique EON Hungária a annoncé un moratoire relatif aux “mauvais payeurs” pour la durée de la vague de froid.

Le 30 janvier: Déclaration sur la

criminalité tzigane

«Les agressions en pleine rue sont toutes déclenchées par des Tziganes!», avait annoncé Albert Pásztor, le préfet de police de la ville Miskolc, le 30 janvier. Selon les statistiques du préfet, au cours des deux derniers mois, les huit agressions commises à Miskolc l’ont été par cette minorité. Pásztor a immédiatement été suspendu par József Bencze, le préfet de police général. Tibor Draskovics, le Ministre de la Justice de l’époque, a souligné que Pásztor avait franchi une frontière délicate et interdite. Une grande manifestation de soutien à l’égard de Pásztor a été organisée à Miskolc le 1er février qui a réuni de 3000 à 4000 personnes. Y ont participé des civils mais aussi plusieurs organisations d’extrême-droite: la Magyar Gárda et le Jobbik. Les manifestants ont par ailleurs insisté pour que le ministre Draskovits soit également renvoyé. Pourtant, peu de temps après, Albert Pásztor a été réintégré dans ses fonctions, et Tibor Draskovics est resté à son poste (jusqu’à sa démission pour des raisons politiques en décembre).

Le 3 février:

Euro à 301 HUF

Le cours du forint était tellement bas depuis quelques semaines que, le 3 fevrier, l'euro s'est échangé à 301 HUF contre 1 euro. C’est une tendance régionale puisque la couronne tchèque a chuté aussi sévèrement que le zloty polonais. L’une des conséquences de cette dévaluation: de moins en moins de débiteurs étaient capables de payer leurs dettes en devises. Les taux d’amortissement des crédits en francs suisses ont par exemple augmenté de 25 à 30 % contre 50 % pour les prêts effectués en yen. La hausse du yen a poussé toutes les banques à arrêter les crédits souscrits dans cette devise dès l’automne, cependant les pertes sont énormes pour ceux qui avaient souscrit des emprunts dans cette devise.

Le gouvernement a mis en place plusieurs mesures pour aider les emprunteurs en difficulté. La loi concernant la garantie de l’Etat à l’égard des souscripteurs de crédit immobilier a été votée par le Parlement le 2 mars. Puis une nouvelle loi, votée le 23 mars, défend désormais les droits des clients: les banques ne pourront désormais plus changer les termes des contrats sans demander l’accord de leurs clients. Depuis août 2009, les banques doivent informer les clients sur de tels changements 60 jours avant que ces mesures n’entrent en vigueur et les clients ont le droit de changer de banque gratuitement s’ils n’acceptent pas ces nouvelles conditions. En septembre, treize des quarante-quatre banques présentes en Hongrie ont par ailleurs signé un «code éthique» censé redonner confiance en un marché financier fragilisé et souvent qualifié de peu transparent.

Le 6 février:

Industrie en crise

La production industrielle hongroise a diminué de presque 20 % à la fin de l’année 2008 par rapport à la même période en 2007. Les analystes expliquent cette baisse par le fait que plusieurs usines ont suspendu leur production pour quelques

semaines. Le ministère des finances a souligné, dans une déclaration publiée le 6 février, que la situation de l'industrie hongroise ne semblait pas être pire que celle des autres pays puisque la production industrielle a chuté de plus de 20 % en Estonie, 17 % en Slovaquie et 16 % aux Pays-Bas.

La crise a provoqué une hausse spectaculaire du taux de chômage, passé au dessus de la barre symbolique des 10% pour atteindre 10,4%. En décembre 2009, le nombre de chômeurs a atteint 440 000 personnes, soit 109 000 de plus qu'à la même période en 2008. Les secteurs les plus touchés sont l'industrie et le tourisme et, dans une moindre mesure, les services.

Le 8 février: Meurte de Marian Cozma

Un handballeur roumain, Marian Cozma, a été tué et deux de ses compagnons, un joueur serbe et un joueur croate, ont été sérieusement blessés le matin du 8 février devant un bar à Veszprém. On ignore encore pourquoi les joueurs ont été attaqués mais, selon plusieurs sources, ils cherchaient à défendre une serveuse agressée par un groupe qui voulait partir sans payer. Une rixe devant une boîte de nuit qui aurait pu être considérée comme un triste fait divers, si les victimes n'avaient pas été trois sportifs connus. La tension est encore montée d'un cran lorsqu'il a été découvert que les auteurs du crime étaient des Roms, notamment les membres de la dénommée «mafia tzigane d'Enying», une ville proche du lac Balaton.

Le 21 mars: Démission du Premier Ministre

Dans un discours prononcé devant le congrès du parti socialiste (MSZP) le 21 mars dernier, Ferenc Gyurcsány a proposé à son parti de déposer une motion de censure contre lui et son gouvernement, minoritaire depuis plus d'un an au Parlement. Premier Ministre depuis 2004, suite à la démission de son prédécesseur Péter Medgyessy et suite aux élections législatives de 2006. Selon les sondages, il était devenu ces derniers temps le Premier Ministre le plus impopulaire depuis le

changement de régime. En 2008, après la rupture de la coalition que son parti formait avec le parti libéral (SZDSZ), le champ d’action de son gouvernement s'était considérablement réduit et, s’il était parvenu à faire voter le budget et certaines lois, ce n'était que grâce à des compromis éphémères conclus avec les libéraux ou les députés MDF. C’est surtout l’échec de son plan de sortie de crise qui a contribué à sa décision.

La candidature de son successeur, le ministre de l’Economie de l’époque, Gordon Bajnai, a été officialisée le 5 avril et il a pris ses fonctions le 14 avril dernier. Le nouveau chef du gouvernement désigné avait prévenu que le redressement «allait faire mal».

Le 20 avril: Nouveau gouvernement Bajnai

Le nouveau gouvernement de Gordon Bajnai a prêté serment devant le Parlement le 20 avril dernier. C’est le premier gouvernement hongrois qui réunit non seulement des hommes politiques mais également des experts, puisque sept ministres sur quinze n’appartiennent à aucun parti politique. La mission courte mais très difficile de ces spécialistes consistera à sortir le pays de la récession en 2009. La tâche sans doute la plus importante attendait Péter Oszkó, le nouveau ministre des finances.

Le FMI et la Banque Mondiale ont exprimé une opinion positive sur le programme Bajnai. La Commission européenne s’est montré toutefois plus sceptique. Elle a prévu une récession de plus de 6% en Hongrie, soit une prévision supérieure à celle des experts du gouvernement Bajnai.

Le 30 mai: la grippe AH1N1 arrive en Hongrie

Les premières personnes contaminées par le virus H1N1 sont arrivées en Hongrie en mai. Le premier, un Brésilien vivant à New York, a passé ses vacances en Hongrie. Il a été conduit à l’hôpital de Eger alors qu’il souffrait d'une forte fièvre. Un

échantillon examiné au Centre Épidemologique National a démontré la présence du virus AH1N1 chez ce patient. Le deuxième, un Budapestois de retour de New York le 30 mai, est arrivé en Hongrie alors que la maladie était déjà déclarée. La circulation du virus AH1N1 s'est finalement intensifiée au niveau national pour dépasser, en novembre, la limite au-delà de laquelle il convient de parler officiellement de pandémie. Jusqu'au 18 novembre, le service de santé nationale, l'ÁNTSZ, a enregistré plus de 20 000 nouvelles consultations médicales liées à la grippe, dont la moitié à Budapest et aux alentours. A ce jour, on dénombre 25 décès, dûs à des complications entraînées par le virus.

En Hongrie le gouvernement a finalement décidé d'élargir la capacité des hôpitaux et d'y installer des unités de vaccination temporaires. La vaccination de la population hongroise a commenceé début octobre. Depuis le mois de novembre, les entreprises et les particuliers pouvaient également acheter des vaccins en pharmacie et en grande quantité chez ÁNTSZ. Le choix du producteur du vaccin ne s'est pas fait sans heurts puisque l'entreprise Omninvest, qui a remporté l'appel d'offre publique, est une société off-shore. Malgré les sceptiques la campagne de vaccination a connu un tel succès que les Hongrois représentent la population la mieux vaccinée en Europe après la Suède.

Le 7 juin. Victoire surprenenant aux élections européennes

Le Fidesz, principal parti d'opposition, a remporté la majorité des votes aux élections européennes, tandis que les partis socialiste (MSZP) et libéral (SZDSZ) ont payé très cher leurs erreurs de ces dernières années. En revanche aucun sondage ne pronostiquait une telle percée du parti nationaliste Jobbik: avec 14,77% des voix il est devenu le troisième parti en Hongrie. La popularité de leurs propos d'extrême-droite traduit un profond mécontement des citoyens non seulement face aux résultats des partis au pouvoir, mais également face à la politique modérée du Fidesz. Jobbik a misé avec succès sur la situation précaire de bon nombre de Hongrois dans la crise économique actuelle en leur proposant des solutions radicales. Par exemple, leurs propositions pour, disent-ils, mettre fin de façon radicale aux crimes commis par les Tziganes et le slogan d'un certain "nouvel ordre" qu'ils pourraient mettre en oeuvre dans le pays ont attiré beaucoup de citoyens

déçus par les partis traditionnels. En regardant les préférences électorales par région, on constate un net renforcement de Jobbik dans la région nord-est où les tensions ethniques sont aujourd'hui les plus fortes.

Le 13 juin: Désordre au SZDSZ

Le président du parti libéral (SZDSZ), Gábor Fodor, a proposé sa démission après l'échec de sa formation aux élections européennes où elle n'a obtenu aucun siège. Le conseil national du parti a ratifié sa démission le 13 juin. Le SZDSZ a perdu la confiance d'une grande partie de ses sympathisants à cause du manque de résultats, voire des mauvais résultats, de la politique menée par le gouvernement au sein duquel le parti libéral forma une coalition avec le MSZP pendant de longues années. En juillet le parti a choisi son nouveau président en la personne d'Attila Retkes. Dès sa prise de fonctions, celui-ci a demandé que le dirigeant de la fraction parlementaire du parti, János Kóka, qu'il accuse d'être la source des problèmes du parti, quitte ses fonctions. Kóka n'en n'a toutefois pas tenu compte.

Le 11 juin: Liste des agents secrets

C'est seulement 20 ans après le second enterrement du dirigeant de la révulotion de 1956, Imre Nagy, qu'a été publiée la liste des agents secrets qui ont participé à l'évènement. Outre cette liste, l'Institut de recherche historique, 1956-os Intézet, a également présenté une documentation liée au réenterrement d'Imre Nagy et des autres victimes de la révolution de 1956 . Parmi les 181 noms d'emprunt découverts à l'aide de ces documents d'époque, le centre est parvenu à identifier 110 personnes, tandis que 71 agents ne restent connus que sous leur pseudonymes. Tous ont coopéré avec les services secrets afin d'appaiser les tensions éventuelles au sein de la foule réunie à l'occasion du réenterrement et d'empêcher que la manifestation ne dégénère. Les noms des anciens agents secrets restent toujours un mystère pour les Hongrois, deux décennies après le changement de régime, alors que dans plusieurs pays de la région leurs noms ont déjà été dévoilés depuis longtemps. La publication de la liste a provoqué de nombreuses critiques de la part

des intéressés. Ainsi l’actuel président de la formation politique Zöld Baloldal, György Droppa, dément avoir été un informateur des services secrets et a porté plainte contre 1956-os Intézet.

Le 23 juillet:

Indemnités records

Eleonóra Szilágyi Szalai, responsable des ressources humaines au BKV, a touché une prime de départ en retraite d’un montant de 96 millions de HUF alors qu'elle a continué à travailler pour l’entreprise. Selon le quotidien de droite Magyar Nemzet, qui a révélé l'affaire, des enquêtes internes ont également révélé que plus de 3 milliards de HUF ont été versé à une cinquantaine de cadres sur le départ depuis 2007 alors que la société de transport de Budapest a bénéficié de plusieurs crédits gouvernementaux pour éviter la faillite sur la même période. La dette de l’entreprise, qui s’élève à 78 milliards de HUF, ne l’a pas empêchée de verser des indemnités de départ particulièrement élevées à ses anciens dirigeants.

L’apogée de cette série de révélations fut la publication, le 15 septembre, du montant des salaires des cadres et des hauts fonctionnaires du secteur public. Des chiffres qui ont choqué l'opinion publique, quoique le montant des salaires moyens des cadres du secteur public ne dépasse pas la rémunération de leurs homologues du secteur privé et qu'il est même considéré comme inférieur à ceux de l’étranger.

Le 2 août: Records hongrois en natation

Katinka Hosszú a remporté la médaille d’or dans la catégorie 400 m 4 nages, battant ainsi le record d’Europe au Championnat du monde de natation à Rome, le 2 août. Il s'agissait de sa 3e médaille aux Mondiaux après le bronze sur 200 m papillon et 200 m 4 nages. Le 31 juillet, Daniel Gyurta (20 ans) a remporté la finale du 200 m brasse. Il a amélioré le temps de référence continental qu'il avait réalisé la veille en

demi-finale. A l'occasion des séries du 200 m 4 nages, László Cseh, vice-champion olympique 2008 et champion du monde de la discipline en 2005, a amélioré la référence mondiale sur la distance, ce qui ne lui a toutefois rapporté qu’une médaille d'argent. Le dernier jour il a également remporté une médaille de bronze sur 400 m 4 nages.

Le 21 août: Budget double pour le pont Margit

La recontrsuction du pont Margit débuté cet été ne perturbe pas seulement les transports dans Budapest, mais aussi le budget de la capitale. Le projet, estimé à 13 Mds de HUF en 2007, s’est avéré beaucoup plus cher que prévu, entraînant des difficultés de financement et de réalisation. Les coûts de rénovation s’élèveraient à 30 Mds de HUF. Parmi les justifications de cette augmentation figurent la hausse du prix des matières premières sur le marché mondial, l’intensification de l’inflation, l’augmentation de la TVA à 25% depuis le 1er juillet et la crise mondiale, qui a conduit à une hausse des tarifs bancaires. (A ce sujet, lire article page 1)

Le 21 août: Les suspects des assasinats de Rroms arrêtés

La police a enfin arrêté quatre personnes suspectes d’avoir commis une série de crimes contre des Rroms depuis 1 an. Les autorités soupçonnent “le groupe des Quatre”, comme les surnomme la presse hongroise, d’avoir commis la série d’attentats contre les Rroms, causant la mort de 6 personnes depuis un an. Lors de leur arrestation, la police a saisi 140 armes, dont six sont du même type que celles utilisées pendant les attaques. De plus les prélèvements ADN des quatre personnes interpellées sont identiques aux échantillons prélevés sur les lieux des meurtres. Enfin, les autorités ont découvert les plans d’un futur attentat chez un membre du groupe selon lesquels ils avaient envisagé d’attaquer un village dans le département de Nógrád de la même manière qu’auparavant. Cette arrestation n’a toutefois pas calmé l’opinion publique, en particulier au sein des communautés minoritaires, qui craignent qu’une partie de leurs complices ne soient encore en liberté.

Le 21 août: Tensions avec la Slovaquie

Le Président hongrois, László Sólyom s’est vu interdire l'accès à la Slovaquie le 21 août dernier. Le gouvernement slovaque l’a ainsi officiellement empêché de participer à l’inauguration d’une statue du premier roi hongrois, Saint Étienne, à Bratislava. Le ministre des affaires étrangères slovaque, Miroslav Lajcák, justifie cette interdiction par le fait que le gouvernement n’avait pas été informé de l’arrivée du Président hongrois et qu’il n’était pas prêt à faire face aux manifestations que la présence de Sólyom lors de cet événement, où se trouvaient de nombreux manifestants nationalistes slovaques, n’aurait manquée de susciter.

Les Premiers Ministres slovaque et hongrois, Robert Fico et Gordon Bajnai se sont rencontrés le 10 septembre à Szécsény afin de discutter des relations diplomatiques entre les deux pays. Outre l’affaire autour du déplacement de László Sólyom, la loi sur la langue des minorités ethniques, limitant ainsi l’utilisation de la langue hongroise, est entrée en vigeur le 1er septembre en Slovaquie. Le message crucial du sommet entre les Premiers Ministres était d'afficher la volonté de retrouver le plus tôt possible le chemin des relations de bon voisinage et d’éviter les provocations directes et indirectes à l’avenir.

Le 5 octobre:

Pécs vs Suez

Une société de gardiens de sécurité, employée par la mairie de Pécs, a occupé le siège de Pécsi Vizmû Zrt, le réseau de distribution d'eau de la ville détenu à 48,05% par le groupe français Suez Environnement. Ainsi, à partir du 5 octobre, les représentants de la société française se sont vus refuser l’accès au bâtiment. Les dirigeants d’une nouvelle entreprise crée par la mairie, Tettye Forrásház Zrt., les ont en effet remplacés à leurs postes. Ces changements pour le moins brusques ont eu lieu après que la mairie de Pécs ait rompu le contrat, dont l’échéance était pourtant fixée à 2020, avec l’entreprise française.

Gordon Bajnai, en déplacement à Paris le 19 octobre, a déclaré, lors de son entretien avec le président français Nicolas Sarkozy, que le gouvernement hongrois jouerait sonrôle de médiateur entre le groupe Suez Environnement et la ville de Pécs. Les Ambassadeurs de 9 pays, tous partenaires importants de la Hongrie ont signé une lettre ouverte, adressée au président de la république László Sólyom, dans laquelle ils déclarent leur inquiétude vis-à-vis du manque de transparence de certaines décisions en Hongrie, ce qui pourrait influencer négativement les investissements étrangers.

13 octobre: Rupture de la coalition à Budapest

Après une longue coopération, la coalition MSZP-SZDSZ au sein du conseil municipal de Budapest a été dissoute le 13 octobre dernier, suite à un malentendu entre les deux partis concernant la gestion du BKV. La décision de cette rupture inattendue a été prise par les leaders socialistes en réponse aux évènements de la veille, lorsque des membres du SZDSZ ont accusé le MSZP, tant au Parlement que devant le conseil municipal de Budapest, d'être les seuls responsables de la mauvaise réputation de la gauche hongroise. Désormais le SZDSZ doit gouverner la capitale seul et en minorité: il ne dispose en effet que de 10 sièges contre 33 pour l'opposition.

Le 17 novembre: Stationnement à réorganiser

La Cour Constitutionnelle a jugé non-conforme à la constitution la réglementation actuelle du stationnement payant à Budapest. Dans sa décision, parue le 17 novembre, il constate que l'ordonnance ne contient pas assez de détails sur les moyens de percevoir les amendes. Le fait de confier cette responsabilité aux autorités locales est une faute au regard de la Cour Constitutionnelle car celles-ci ont tendance à vouloir augmenter le nombre d'amendes afin de réaliser des bénéfices. La réglemenation actuelle ne peut rester en vigeur que jusqu'au 30 juin 2010. Si, faute de consensus, les députés sont incapables de modifier la

réglementation avant le délai prescrit, le stationnement pourrait devenir gratuit dans la capitale hongroise l’été prochain.

Le 18 novembre: Scandale autour du

concours d'attribution des ondes radios

Le 18 novembre, les deux plus grandes radios commerciales diffusées à l’échelle nationale, Sláger et Danubius, ont fermé leur antenne au profit des groupes FM1 et Advenio Zrt. qui ont remporté les droits d’émission sur ces fréquences. Cette décision a déclenché un vaste scandale: la presse hongroise parle de pression et d’une décision exclusivement politique et László Majtényi, le Président de l’ORTT (Autorité Nationale de Radio et de Télévision), a remis sa démission. Advenio Zrt. faisait partie du groupe qui contrôle Hír Tv. et Magyar Nemzet, médias proches des partis de droite. Quant à FM1 Zrt., appartenant au groupe Econet, elle est célèbre pour sa proximité avec le parti socialiste. Danubius a été finalement remplacé par Klassz Rádió et Sláger Rádió par Neo FM.

- Catégorie
Agenda Culturel